

VD_GERICHTE JD19.010086 vom 22. Februar 2021

VD Tribunal cantonal, 2021-02-22, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_gerichte_JD19.010086

FR: VD_GERICHTE JD19.010086 du 22 février 2021

IT: VD_GERICHTE JD19.010086 del 22 febbraio 2021

Erwägungen

E. 3.1

L'appelant soutient qu'il a signé la convention sur les effets accessoires du divorce « en désespoir de cause », parce que le conseil de l'intimée réfutait chacun de ses arguments et ne le laissait pas parler ; il aurait par ailleurs demandé lors de l'audience de jugement à revenir sur certains points de l'accord, ce que le premier juge aurait refusé en lui faisant savoir que ce n'était ni le lieu ni le moment de rediscuter la convention. L'appelant fait également valoir, notamment sur la base des pièces nouvelles produites en deuxième instance, que les pensions fixées dans la convention des 2 et 10 novembre 2019 porteraient atteinte à son minimum vital, de sorte que celle-ci n'aurait pas dû être ratifiée. Il conteste en particulier percevoir de façon régulière des primes trimestrielle et annuelle de 300 fr., respectivement 500 francs. L'appelant expose qu'après paiement des contributions fixées dans la convention, lesquelles totalisent 3'250 fr. au plus, il ne lui reste, en tenant compte d'un salaire mensuel net de 6'200 fr., que 2'950 fr. pour s'acquitter de charges qu'il estime à 2'283 fr. – comprenant son loyer, ses frais d'électricité, ses primes d'assurance-maladie obligatoire et complémentaire, ses frais de télévision et de téléphone, ses primes d'assurance-ménage et d'assurance garantie de loyer et sa charge fiscale. Il fait valoir que les 667 fr. restants ne lui suffisent pas à couvrir ses autres charges, soit des frais d'essence – l'appelant indiquant que son employeur prend à sa charge les trois-quarts des coûts afférents à sa voiture de fonction – ainsi que ses frais médicaux,

- 14 - de nourriture et de vêtements, et qu'il se trouve privé de tout loisir. L'appelant indique enfin ne pas comprendre le montant de 100 fr. inclus dans les coûts directs de E.Z. _____ à titre de frais de garde, tout comme il s'interroge sur le montant de 1'427 fr. ajouté aux coûts directs de sa fille (à titre de contribution de prise en charge) ainsi que sur les paliers prévus pour les contributions d'entretien de E.Z. _____ et de l'intimée. L'intimée relève en substance que l'appelant a signé la convention litigieuse en ayant parfaitement compris la portée de ses engagements et qu'il a toujours obtenu réponse à ses questions. Elle relève en outre que la signature de la convention est intervenue après de longs pourparlers transactionnels et que plusieurs mois se sont écoulés entre la signature de la convention et la tenue de l'audience de jugement, durant lesquels l'appelant n'est pas revenu sur les termes de l'accord. Pour le surplus, l'intimée considère que la convention des 2 et 19 novembre 2019 est équitable et que les contributions d'entretien fixées ne prêtent pas le flanc à la critique.

E. 3.2

La convention sur effets accessoires du divorce conclue à l'occasion d'une procédure de divorce sur requête commune peut être librement révoquée, par l'une ou l'autre des parties, jusqu'à la fin de l'audition des parties prévue par les art. 111 CC et 287 CPC (TF 5A_688/2013 du 14 avril 2014, consid. 7.2.1, et les références à la jurisprudence antérieure

à l'entrée en vigueur du CPC). Après l'audition des parties, la convention ne peut plus être librement révoquée, chaque partie pouvant toutefois demander au juge de ne pas la ratifier, en faisant valoir – notamment à l'appui d'un appel – que les conditions de la ratification ne sont pas remplies (Bohnet, CPra Matrimonial, n. 45 ad art. 279 p. 1316).

E. 3.3.1

Selon l'art. 279 al. 1 CPC, le tribunal doit ratifier la convention sur les effets du divorce après s'être assuré que les parties l'ont conclue après mûre réflexion et de leur plein gré, qu'elle est claire et complète et qu'elle n'est pas manifestement inéquitable.

- 15 -

E. 3.3.2

En ce qui concerne le premier critère, le juge doit avant tout contrôler que les parties ont compris les dispositions de leur convention ainsi que les conséquences qu'elles impliquent et veiller notamment à ce que la convention n'ait pas été conclue dans la précipitation ou acceptée par lassitude. Le juge doit s'assurer que les parties ont formé leur volonté et l'ont communiquée librement ; cela présuppose qu'elles n'ont conclu leur convention ni sous l'emprise d'une erreur (art. 23 ss CO), ni sous celle du dol (art. 28 CO) ou de la crainte fondée (art. 29 s. CO) (TF 5A_683/2014 du 18 mars 2015 consid. 6.1 et les références citées). Cette dernière condition n'oblige toutefois pas le juge à rechercher des vices du consentement cachés, la partie victime d'un vice du consentement supportant le fardeau de l'allégation et le fardeau de la preuve de ce vice (art. 8 CC ; TF 5A_74/2014 du 5 août 2014 consid. 4.1 et les références citées). S'agissant plus particulièrement des art. 23 ss CO, le Tribunal fédéral a jugé que l'erreur entachant la convention ne devait être prise en considération que lorsque les parties s'étaient fondées sur un état de fait déterminé qui s'était révélé inexact par la suite ou lorsque l'une d'elles avait tenu par erreur, connue de l'autre, un fait déterminé comme établi. L'erreur doit ainsi toujours concerner un fait que les parties considéraient comme donné. En revanche, l'erreur portant sur un point qui a précisément fait l'objet de la transaction, c'est-à-dire l'erreur sur l'objet même de la transaction (caput controversum) ne peut être invoquée. Lorsque les parties ont renoncé à établir un inventaire détaillé de la fortune dont chacun dispose et qu'elles n'ont pas non plus jugé nécessaire d'alléguer en procédure les éléments de cette fortune, il n'y a plus de place pour l'invocation d'une erreur portant sur des éléments de fortune qui n'auraient pas été pris en compte, l'erreur ne pouvant porter que sur un fait que les parties considéraient comme donné (TF 5A_688/2013 précité consid. 8.2 ; TF 5A_187/2013 du 4 octobre 2013 consid. 7.1 ; CACI

E. 3.3.3

Pour juger du caractère équitable ou non de la convention sur les effets accessoires du divorce, il faut la comparer avec le jugement qui aurait été rendu en l'absence de convention. Si la solution conventionnelle présente une différence immédiatement reconnaissable par rapport au jugement qui aurait été rendu et qu'elle s'écarte de la réglementation légale sans que des considérations d'équité le justifient, elle peut être qualifiée de « manifestement inéquitable » (TF 5A_433/2017 du 16 octobre 2017 consid. 5.1.1 et la référence citée ; TF 5A_43/2016 du 30 janvier 2017 consid. 3.1 et 3.2 ; TF 5A_74/2014 du 5 août 2014 consid. 3.1 et les références citées ; TF 5A_599/2007 du 8 octobre 2008 consid. 6.4.1 et les références citées). L'art. 279 al. 1 CPC ne permet cependant pas au juge de refuser la ratification d'une convention qui ne lui paraîtrait pas

totallement juste, cette disposition n'étant pas l'expression du contrôle de l'égalité dans l'échange (CACI 7 février 2013/81 consid. 3a et la référence citée, JdT 2013 III 67). Il faut garder à l'esprit que la transaction est précisément conclue pour éviter un examen complet des faits et de leur portée juridique, et que seule une disproportion évidente et immédiatement reconnaissable doit amener le juge à refuser la ratification. L'exigence que la convention ne soit pas manifestement inéquitable est un garde-fou destiné à éviter la ratification de conventions léonines ou spoliatrices. Le juge dispose à cet égard d'un large pouvoir d'appréciation, l'adverbe « manifestement » utilisé par le législateur montrant que seuls des écarts importants par rapport à une solution

- 18 - équitable peuvent conduire à un refus de ratifier (TF 5A_772/2014 du 17 mars 2015 consid. 7.1 ; TF 5A_74/2014 du 5 août 2014 consid. 3.1). Une atteinte au minimum vital du débiteur n'est pas admissible même concernant la contribution d'entretien des enfants (TF 5A_1031/2019 du 26 juin 2020 consid. 5.1, FamPra.ch 2020 p. 1016).

E. 3.4.1

Dans le cas présent, l'appelant ne remet pas en cause le prononcé du divorce, mais seulement la ratification de la convention sur ses effets accessoires. L'absence d'audition séparée des parties n'entraîne dès lors pas l'invalidité de la ratification de la convention.

E. 3.4.2

Il doit en outre être retenu que la convention a été conclue après mûre réflexion et du plein gré des parties. En effet, à l'audience du 29 mai 2020, celles-ci ont confirmé devant le premier juge les termes de leur convention. A supposer que l'appelant ait, comme il l'allègue sans le prouver, manifesté à cette occasion son intention de rediscuter certains points de la convention, force serait de constater qu'il est ensuite revenu sur sa volonté de remettre en cause l'accord trouvé entre les parties et qu'il a finalement préféré laisser la procédure aboutir, plutôt que s'opposer au prononcé du divorce et à la ratification de la convention et de son avenant. La convention des 2 et 10 novembre 2019, telle que complétée par l'avenant des 27 janvier et 3 février 2020, n'a ainsi pas été révoquée à l'audience. Partant, les arguments que l'appelant veut tirer de ses velléités de rediscuter la convention à cette occasion tombent à faux, celui-ci ne prétendant pour le surplus pas avoir été sous l'emprise d'une erreur, d'un dol ou d'une menace. L'appelant ne peut dès lors s'opposer au jugement attaqué que s'il démontre que la convention sur les effets du divorce est manifestement inéquitable, question qui sera examinée ci-dessous.

E. 3.4.3

D'après les fiches de salaire de l'appelant, celui-ci perçoit un salaire brut de 6'450 fr. comprenant une part privée de l'utilisation du véhicule de service de 150 fr., augmenté des allocations familiales par 1'040 francs. Il n'est pas contestable que les allocations familiales ne

- 19 - doivent pas être prises en compte dans la détermination de la capacité contributive de l'appelant, leur versement étant dû en sus des contributions d'entretien. La part privée de l'utilisation du véhicule de service constitue en revanche un élément de salaire dont il y a lieu de tenir compte ; il s'agit en effet d'un avantage salarial ne correspondant pas à des frais effectifs d'acquisition du revenu, qui doit donc être pris en compte dans le revenu de l'appelant (TF 5C.218/2005 du 27 octobre 2005 consid. 4.1), ce que celui-ci ne conteste au demeurant pas. Sans tenir compte des allocations familiales, mais en incluant la part privée

d'utilisation de la voiture de service, on obtient un revenu mensuel net de 5'677 fr., soit 6'139 fr. 25 par mois en incluant la part au treizième salaire. S'ajoutent à ce montant les primes trimestrielle et annuelle auxquelles l'appelant a droit aux termes de son contrat de travail, lesquelles représentent, après déduction des charges sociales, un revenu mensuel net de quelque 128 fr. par mois (cf. supra let. C/4/a). L'appelant soutient certes que le versement des primes précitées n'est pas garanti, mais cette assertion est contredite par la teneur de son contrat de travail. Par ailleurs, l'appelant ne prétend pas que les primes en question ne lui auraient pas été versées les années précédentes, le contraire ressortant du reste des fiches de salaire produites. En définitive, le total des revenus mensuels nets de l'appelant s'établit à 6'267 fr. 25 (6'139 fr. 25 + 128 fr.), soit un montant très proche des 6'305 fr. retenus dans la convention sur les effets accessoires du divorce, ce montant n'étant lui-même pas éloigné du salaire mensuel net de 6'200 fr. allégué dans le mémoire d'appel. Les charges de l'appelant ont été arrêtées à 2'832 fr. 90 par mois dans la convention litigieuse. Il reste à l'appelant, après couverture des charges précitées, un montant de 3'434 fr. 35 (6'267 fr. 25 - 2'832 fr. 90), lequel permet de couvrir les contributions d'entretien fixées dans la convention. On relèvera que, dans le budget mensuel de l'appelant (cf. supra let. C/5/c), les parties ont notamment inclus un montant de 40 fr. à titre de frais de repas pris hors du domicile, alors que tant le contrat de travail de l'appelant que ses fiches de salaire attestent

- 20 - du défraiement de ses « frais de voyage », lesquels comprennent les repas pris en déplacement, de sorte que la prise en compte d'une telle dépense n'est sans doute pas justifiée. L'appelant soutient qu'un certain nombre de charges n'a, à tort, pas été pris en compte dans son budget mensuel. Il se prévaut ainsi de primes d'assurance complémentaire – prises en compte chez l'intimée et chez les enfants, de sorte que l'équité voudrait que cela soit le cas chez l'appelant également s'il s'acquitte effectivement de telles primes – sans toutefois produire de pièce à cet égard, que ce soit en première ou en deuxième instance, de sorte qu'il n'y a pas lieu d'en tenir compte. Il se prévaut en outre de divers frais (primes d'assurance-ménage, frais de télévision et de téléphone, d'électricité, de nourriture et de vêtements) d'ores et déjà inclus dans le montant de base mensuel de droit des poursuites (cf. Lignes directrices pour le calcul du minimum vital du droit des poursuites selon l'art. 93 LP du 1er juillet 2009), dûment intégré à son budget. L'appelant se prévaut encore de frais de transport (« essence ») sans toutefois documenter cette assertion, démentie par le principe du remboursement des « frais de voyage » ainsi que par les propres allégations de l'appelant, lequel admet que son employeur assume les trois-quarts des frais liés à sa voiture de fonction, ce qui laisse penser que l'essence est comprise dans ces frais. Enfin, la charge d'impôt de l'appelant ne saurait être incluse dans son minimum vital, compte tenu des moyens financiers limités des parties (TF 5A_311/2019 du 11 novembre 2020 consid. 7.2, destiné à la publication), la dette d'impôt cédant le pas à l'obligation d'entretien ; cette dépense n'a du reste pas été prise en compte chez l'intimée. Pour le surplus, les interrogations soulevées par l'appelant s'agissant de certaines charges, de la contribution de prise en charge de E.Z. _____ ou des paliers prévus pour sa pension alimentaire ainsi que pour celle due à l'intimée, ne sont pas motivées de façon à permettre d'examiner leur bien-fondé (cf. art. 311 al. 1 CPC), de sorte qu'elles ne seront pas examinées plus avant, étant précisé que le montant de 1'427 fr. ajouté par les parties aux coûts directs de E.Z. _____

- 21 - correspond à sa contribution de prise en charge, soit une composante de l'entretien convenable de l'enfant. La contribution de prise en charge étant déterminée par le déficit accusé par le parent gardien pour couvrir ses frais de subsistance (ATF 144 III 377 consid. 7.1.2.2 et les références citées), le montant de 1'427 fr. compris dans la pension de E.Z. _____, lequel correspond au manco mensuel de l'intimée, ne prête en l'occurrence pas le flanc à la critique. En définitive, la convention sur les effets du divorce des 2 et

E. 5

février 2018/67 consid. 4.1.2 ; CACI 14 janvier 2015/25 consid. 3b).

- 16 - Pour vérifier que les parties ont conclu leur convention sur les effets accessoires du divorce après mûre réflexion et de leur plein gré, le texte de l'art. 279 CPC n'oblige pas le juge à procéder à une audition séparée des parties. Certes, en vertu de l'art. 111 al. 1 CC, le prononcé du divorce sur requête commune avec accord complet suppose une telle audition, qui doit alors porter sur le principe du divorce et sur ses effets accessoires (cf. Sandoz, in Pichonnaz/Foëx [édit.], Commentaire romand, Code civil I, Bâle 2010 (cité ci-après : CR-CC I), n. 10 ad art. 111, p. 768). Cela étant, la question de savoir si la ratification en tant que telle d'une convention sur les effets accessoires du divorce nécessite une audition séparée des parties – notamment dans les procès en modification du jugement de divorce où le principe même de la dissolution du mariage est déjà acquis – est controversée. Selon certains commentateurs, l'audition séparée des parties est impérative (cf. Stein-Wigger, in Schwenger/Fankhauser [édit.], FamKommentar, Scheidung, vol. II, 3e éd., Berne 2017, n. 11 ad art. 279 CPC, p. 83 ; cf. aussi Bernasconi, in Trezzini/Fornara/Cocchi/Bernasconi/Verda Chiocchetti, Commentario pratico al Codice di diritto processuale civile svizzero, vol. 2, 2e éd., Pregassona 2017, n. 3 ad art. 279, p. 1768, qui renvoie à l'art. 287 CPC, lequel renvoie au Code civil, notamment à l'art. 111 CC, et qui semble ainsi d'avis qu'une audition séparée soit nécessaire). Mais, selon un autre commentateur, le juge doit en règle générale (« in der Regel ») – et non toujours – entendre séparément les parties (cf. Gut, in Sutter-Somm/Hasenböhler/Leuenberger [édit.], Kommentar zur Schweizerischen Zivilprozessordnung, 3e éd., Zurich 2016, n. 11 ad art. 279). En outre, l'un des commentateurs qui considèrent impérativement nécessaire l'audition séparée des parties mentionne expressément l'existence d'une pratique judiciaire contraire, consistant à se dispenser de cette opération si les parties en font la demande, et il juge cette pratique non pas illégale, mais seulement délicate, épineuse (« heikel », cf. Stein-Wigger, ibid.). Dans ces conditions, il y a lieu de considérer que, lorsque les parties ont expressément renoncé à être entendues séparément et que le juge dispose d'autres moyens suffisants pour vérifier qu'elles ont conclu la

- 17 - convention de leur plein gré et après mûre réflexion, l'absence d'audition séparée des parties n'invalide pas la ratification d'une convention sur effets accessoires du divorce. Ce n'est que pour la vérification de l'accord des parties sur le principe du divorce que la loi (art. 111 al. 1 CC) prescrit impérativement l'audition séparée de celles-ci, la confirmation de la volonté de divorcer dans le cadre d'une telle audition étant l'un des éléments constitutifs du motif de divorce (cf. Jungo, in Breitschmid/Jungo [édit.], Handkommentar zum Schweizer Privatrecht, Personen- und Familienrecht, Partnerschaftsgesetz [Art. 1-456 ZGB und PartG], 3e éd., Zurich 2016, n. 17 ad art. 111 CC et la référence citée).

E. 5.1

En définitive, l'appel doit être rejeté, dans la mesure de sa recevabilité, et le jugement confirmé.

E. 5.2

Vu le sort de l'appel, les frais judiciaires de deuxième instance, arrêtés à 600 fr. (art. 63 al. 1 TFJC) à la charge de l'appelant, seront provisoirement laissés à la charge de l'Etat (art. 106 al. 1 et 122 al. 1 let. b

- 22 - CPC). L'appelant versera à l'intimée la somme de 1'800 fr. à titre de dépens de deuxième instance (art. 7 al. 1 et 20 al. 2 TDC [tarif des dépens en matière civile du 23 novembre 2010 ; BLV 270.11.6]).

E. 5.3

En sa qualité de conseil d'office de l'intimée, Me Elodie Fuentes a droit à une rémunération équitable, fixée en considération de l'importance de la cause, de ses difficultés, de l'ampleur du travail et du temps qu'il y a consacré ; le juge apprécie l'étendue des opérations nécessaires pour la conduite du procès et applique un tarif horaire de 180 fr. s'agissant d'un avocat (art. 2 al. 1 let. a RAJ [règlement du 7 décembre 2010 sur l'assistance judiciaire en matière civile ; BLV 211.02.3]). Le conseil d'office de l'appelant a indiqué dans sa liste des opérations du 3 février 2021 avoir consacré 5 heures et 5 minutes au dossier et a revendiqué des débours à hauteur de 25 fr. 80. Si le nombre d'heures annoncé peut être admis, les débours seront réduits à un montant forfaitaire correspondant à 2 % de la rémunération hors taxe (art 3bis al. 1 RAJ). Ainsi, l'indemnité de Me Elodie Fuentes est arrêtée à 1'005 fr. 15, soit 915 fr. d'honoraires (180 fr. x 5 h 05), auxquels s'ajoutent les débours, par 18 fr, 30, et la TVA à 7.7 % sur le tout (art. 2 al. 3 RAJ), par 71 fr. 85.

E. 5.4

L'appelant est, dans la mesure de l'art. 123 CPC, tenu au remboursement des frais judiciaires de deuxième instance, l'intimée étant, dans la même mesure, tenue au remboursement de l'indemnité allouée à son conseil d'office, dont les coûts ont été provisoirement laissés à la charge de l'Etat.

- 23 -

E. 10

novembre 2019 n'est pas manifestement inéquitable, dès lors que le service des pensions qui y sont fixées est assuré sans atteinte au minimum vital de l'appelant. Ce constat scelle le sort de l'appel, qui doit être rejeté sans autre examen. 4. Une personne a droit à l'assistance judiciaire si elle ne dispose pas de ressources suffisantes et si sa cause ne paraît pas dépourvue de toute chance de succès (art. 117 CPC). En l'occurrence, les parties remplissent toutes deux ces conditions cumulatives. Partant, l'assistance judiciaire est accordée à l'appelant, qui a procédé sans le concours d'un avocat, dans la mesure d'une exonération des frais judiciaires de deuxième instance, sous réserve de l'obligation de remboursement prévue à l'art. 123 CPC. L'assistance judiciaire doit également être accordée à l'intimée pour la procédure d'appel, Me Elodie Fuentes étant désignée en qualité de conseil d'office. 5.